

Transition électrique pour transition énergétique: approche politique (II)

Comment peut-on promouvoir l'électricité comme une énergie propre lorsque l'on connaît les conditions d'extraction des terres rares ou le besoin en énergies fossiles que requiert l'hydrogène dans sa production? Les discours qui promeuvent l'énergie entretiennent l'illusion de l'immatérialité de l'électricité.

Chacun des services rendus par la société consomme de plus en plus d'énergie. De plus, nos niveaux d'exigence augmentent au point d'arriver à des seuils d'énergie au-dessus de nos capacités.

Le **CREDOC** ou Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie est un organisme d'études et de recherche subventionné par l'État; l'un de ses rapports est intitulé: «Transition écologique: l'engagement de façade des classes supérieures». Il y est stipulé que «plus on est riche, plus on consomme». Les riches mettent en avant les pauvres comme boucliers pour ne surtout pas faire la transition énergétique. Une insigne instrumentalisation.

Si on ne peut imaginer autre chose, pour concevoir la transition énergétique que de léser les plus pauvres, c'est qu'on a du mal à concevoir autre chose qu'une taxe carbone, qui touche toutes les classes de la société, au détriment des plus démunis. C'est comme cela qu'a commencé le mouvement des Gilets Jaunes. C'est à cause de cela que les bonnets rouges ont cassé les portiques relevant les passages des semi-remorques en Bretagne. Voilà pourquoi il faut réfléchir à d'autres politiques, notamment celles des quotas. C'est-à-dire une limitation de l'émission des GES que chacun peut émettre.

L'idée des quotas nous vient du Royaume-Uni, dans les années 2000. Il s'agit d'octroyer à chacun sa part de droit d'émission de GES, et de laisser à chacun le droit de décider ce qu'il veut en faire: chauffage, voyages en avion, trajets automobiles ... La société ne doit rien à trouver à y redire du moment que le quota est respecté. C'est fondamentalement différent que d'imposer un mode de vie souhaitable qui serait par nature forcément standardisé. Le calcul fit que le quota s'établit à 1,15 t de GES/an/personne. Ce chiffre est hautement restrictif: un billet d'avion, et pfiut! Le quota est épuisé à l'année. Prendre l'avion ne devient plus possible, ou serait réservé à un tirage au sort des billets contingentés, ceci dans un monde soutenable.

La principale objection d'un système de quotas est qu'il entérine l'idée que, même dans un monde banalisé, et grâce à l'invisibilité de la source d'énergie à la base de l'électricité, il y aurait des limitations imposées à cause du climat. Car il y a toujours des non-dits, sur l'insuffisance des recherches, sur le manque de temps pour permettre à la science de progresser, sur le manque d'expérimentations, sur le moteur à eau qui est juste devant nous, etc. Se résoudre aux quotas serait en fait abdiquer la recherche, faire le deuil de la solution magique, qu'on espère trouver et qui nous éviterait les efforts.

Mais la vraie raison est qu'en fait les gagnants du système de quotas sont les infortunés, ceux qui ne décident pas, qui ne gèrent pas, les pauvres, quoi! Alors que les décideurs, les gestionnaires, les fortunés, sont les dirigeants d'aujourd'hui: comment pourraient-ils vouloir mettre en place un tel système?

De nos jours, les plus grands gains en terme de transition énergétique se trouvent dans la volonté de ne pas faire certaines choses, dans la frugalité, la sobriété. Ainsi, plutôt que de mettre en place une convention citoyenne pour le climat (CCC) capable de pondre 148 articles, tous certes intéressants, mais parfois anecdotiques (le 110 km/h dont se gaussait certaine presse par exemple), ou encore trop coercitifs; il y aurait beaucoup plus de choses à réaliser du côté du veto, de la retenue, de la sobriété: c'est là que se trouvent les principaux gains de la transition énergétique.

Quoi de plus contradictoire, de plus schizophrène que de mettre en place cette CCC, et dans le même temps subventionner les énergies fossiles? On ne peut avoir les deux en même temps: avoir un mode de vie écolo et prendre l'avion; un budget municipal participatif et pro-climatique et subventionner les permis de conduire... On peut multiplier les exemples.

Et c'est dans cette schizophrénie, dans cette scission que s'installe ces possibilités, que de dire que le climat c'est sérieux, mais pas au point de faire des efforts. On trouve aussi ces attitudes paradoxales jusque dans les décisions gouvernementales ou municipales: budget des armées, de la justice, quels efforts en matière de changement climatique? Le ministre de l'environnement ou les conseillers municipaux en développement durable ne sont pas là pour verdier la politique, sur un mode additionnel et environnemental.

Toutes les décisions politiques doivent être prises à l'aune du changement climatique. Je ne disais pas autre chose quand, en 2014, nous faisons à La Réunion notre première marche pour le climat.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

<http://aid97400.re>

Source: #DataGueule